SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 29 DÉCEMBRE 1846.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget du Département de l'Intérieur pour l'exercice 1847.

*(Voir les Nos 4 et son annexe, 47 et 78 de la Chambre des Représentants, et le
N^o 45 du Sénat.)*

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de la Commission à laquelle vous avez renvoyé l'examen du budget de l'Intérieur pour l'exercice 1847, et de soumettre à votre appréciation éclairée les observations auxquelles cet examen a donné lieu. Le peu de temps que nous avons eu pour nous y livrer, par le désir que nous avons de satisfaire à votre empressement d'en hâter la discussion, nous fait un devoir de réclamer votre indulgence; votre bienveillance accoutumée nous permet d'espérer que vous ne nous la refuserez pas; vous pouvez d'ailleurs, Messieurs, être persuadés que si nous avons dû négliger peut-être une rédaction qui n'ajoute que peu à l'importance du travail dont nous avons à nous occuper, nous n'en avons pas moins donné tous nos soins à l'étude approfondie des matières qui nous étaient soumises.

Le Budget pour 1847, tel qu'il a été adopté par la Chambre des Représentants, s'élève à la somme de 6,478,854 fr. 40 c. Il présente une augmentation de 514,780 fr. 40 c. sur celui de 1846.

Cette augmentation est particulièrement justifiée par une allocation extraordinaire pour une exposition de l'industrie nationale, et par l'accroissement du chiffre de l'instruction publique. Ces deux articles à eux seuls forment un accroissement de dépenses de 262,850 fr. 40 c. Le premier n'est, il est vrai, que temporaire et ne doit plus se reproduire l'an prochain; tandis que le second au contraire est destiné non-seulement à devenir permanent, mais sera même très-probablement insuffisant pour satisfaire aux besoins croissants et impérieux de l'instruction primaire.

Il est à observer aussi d'un autre côté que, quoique dans une moindre proportion, quelques autres propositions de dépenses ont disparu du Budget, notamment celle à la Commission de liquidation des indemnités pour pertes résultant

des événements de guerre, etc., ainsi que quelques réductions partielles sur d'autres articles ; mais le chiffre général n'en est pas bien élevé.

Quoi qu'il en soit, c'est avec regret que votre Commission a remarqué qu'il n'ait pas pu être fait d'autres économies encore. En présence des circonstances malheureuses qui affligent plusieurs de nos provinces, par suite du manque de la récolte du seigle, de la pénurie des pommes de terre, de la cherté des denrées alimentaires, de l'absence d'ouvrage pour une grande partie des populations des Flandres, en présence des sacrifices que le pays doit s'imposer, Votre Commission, Messieurs, eût désiré plus que jamais, que l'on eût enfin fait un premier pas pour abandonner cette tendance facile, mais dangereuse, qu'ont tous les Départements Ministériels à élever de plus en plus des dépenses auxquelles la situation des Finances ne permet de faire face que par des émissions trop souvent renouvelées de bons du trésor, emprunt déguisé qu'à la fin il faudra bien un jour éteindre d'une manière définitive.

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 1 ^{er} . — Traitement du ministre.	21,000 »
Adopté sans observations.	
ART. 2. — A. Traitement des fonctionnaires, employés et gens de service.	fr. 176,550
B. Brevets d'invention.	15,700
C. Travail extraordinaire	10,000
	202,050 »

Par suite du règlement organique du Département de l'Intérieur, le service du personnel est réglé de manière à ne plus admettre d'imputation sur d'autres articles du Budget pour des dépenses résultant de cette catégorie. C'est parce qu'on a définitivement renoncé à cet abus que le chiffre du litt. A se trouve augmenté d'une somme de 59,750 fr. La Section Centrale a cru devoir donner à cette mesure une sanction définitive en ajoutant à l'article 2 cette clause : *Sans que le personnel de l'Administration Centrale puisse être rétribué sur d'autres fonds alloués au Budget.*

Les litt. B et C. doivent également concourir au but proposé par cette clause, et comme ils ont paru suffisamment justifiés, ils ont été adoptés par la Chambre des Représentants et par votre Commission.

ART. 3. — Fournitures de bureau.	50,000 »
ART. 4. — Frais de route et de séjour.	5,500 »
Adoptés sans observation.	

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

1 ^o Pensions.	150,000 »
2 ^o Secours à d'anciens, etc.	5,000 »
3 ^o Secours à des fonctionnaires, etc.	7,000 »
Ce Chapitre n'a également donné lieu à aucune observation. Votre Com-	

mission a vu avec satisfaction que la Section Centrale avait eu occasion de s'assurer que les pensions n'avaient été allouées qu'après que les droits des titulaires eussent été régulièrement constatés.

CHAPITRE III.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

ART. 1. — Frais de publication, etc. 24,050 »
 17,250 fr. demandés par le Ministre à son Projet de Budget ont été distraits de cet article pour être transférés à l'art. 2 du chapitre 1^{er}. Votre Commission croit pouvoir exprimer ici un vœu pour que les travaux du recensement général une fois terminés, on soit plus sobre de demandes de renseignements statistiques qui n'ont point une utilité reconnue, afin de ne pas trop augmenter le travail de bureaucratie, surtout dans les communes rurales qui en sont déjà passablement surchargées.

ART. 2. — Deuxième partie des frais, etc. 250,000 »
 Adopté. Cette allocation est la même qu'en 1846, et est suffisamment justifiée par le recensement fait il y a quelque temps.

CHAPITRE IV.

FRAIS DE L'ADMINISTRATION DANS LES PROVINCES.

ART. 1 à 9. 942,582 »
 ART. 2. — Frais de milice.
 Indemnité, etc. 65,000 »
 Adoptés également sans observation.

CHAPITRE V.

FRAIS DE L'ADMINISTRATION DANS LES ARRONDISSEMENTS.

1^o Traitement des communes. 186,900 »
 2^o Émoluments pour frais de bureau. 413,772 »
 3^o Frais de route et de tournée. 22,500 »

Ce Chapitre qui est le même que celui de l'an dernier, a été adopté dans son entier par votre Commission qui s'associe au vœu exprimé par la Section Centrale pour que l'interdiction faite aux Commissaires d'Arrondissement de prendre part aux opérations commerciales et industrielles, et aux entreprises de travaux publics dans leur ressort, soit étendue aux entreprises de travaux publics dans d'autres ressorts. L'indépendance de ces fonctionnaires, et l'intérêt public sont trop engagés dans cette mesure pour que le Gouvernement n'en reconnaisse pas lui-même l'importance et ne s'empresse de la mettre en pratique. En faisant cette réserve, votre Commission, Messieurs, n'entend pas cependant donner à l'arrêté du 30 juin 1846, une portée qu'il ne peut nullement avoir, ni interdire aux commissaires d'arrondissement le droit qui appartient à tout le monde de veiller à sa fortune privée, en coopérant à la gestion ou à l'Admi-

nistration d'établissements industriels, dans lesquels ils seraient intéressés à titre de propriétaire ou même d'usufruitier.

CHAPITRE VI.

VOIRIE VICINALE.

ARTICLE UNIQUE. — Encouragements, etc. 295,800 »

Cet article réduit par suite du transfert de 4,200 fr. à l'art. 2 du chapitre 1^{er} est adopté sans observation. Le bon emploi fait de cette allocation en 1846, doit vous encourager, Messieurs, à continuer de stimuler par ce moyen les communes à donner aux travaux de l'espèce toute l'étendue possible. Un état détaillé remis par le Département de l'Intérieur, montre qu'à l'aide de la somme de 285,942 fr. 50 c. distribuée par l'État, on a déterminé une dépense totale de 1,609,405 fr. 42 c. au moyen de laquelle on sera arrivé à paver une étendue de 111,971 mètres courants, à empierrer 109,448 mètres et à ensabler une longueur totale de 8,748 mètres courants, d'où il résulte que l'amélioration apportée aux chemins vicinaux s'est étendue sur un peu plus de 46 lieues métriques. Certes un pareil résultat est digne de fixer l'attention et de mériter l'approbation des Chambres et du public. Il suffit de persévérer dans un système d'un aussi grande utilité.

CHAPITRE VII.

FÊTES NATIONALES.

ARTICLE UNIQUE. — Frais de célébration, etc. 50,000 »

Adopté sans observation; il est le même que celui de l'an dernier.

CHAPITRE VIII.

EAUX DE SPA.

ART. 1. — Traitement du Contrôleur des jeux, etc. 2,220 »

ART. 2. — Frais de réparation, etc. 20,000 »

Ces deux articles sont adoptés sans observations.

CHAPITRE IX.

CONSTRUCTION ET RESTAURATION, ETC.

ART. 1. — Quatrième quart, etc. 91,000 »

Cette dépense, qui comprend d'abord le 1/4 de la dépense totale évalué à 200,000 fr., se trouve encore augmentée 1^o de la somme de 21,000 fr. pour une majoration annoncée en 1846, et destinée à couvrir les frais d'acquisition du terrain, etc., et 2^o d'une autre somme de 20,000 fr. affectée à la décoration et à l'ameublement de l'hôtel. Cet article est adopté sans autre observation. Ce crédit pourra désormais disparaître du Budget, et votre Commission espère bien qu'il en sera ainsi, cette dépense n'ayant déjà été que trop forte.

ART. 2. — Premier tiers, etc. 135,000 »

Les crédits votés antérieurement en 1845 et 1846, n'ont pas jusqu'ici reçu

d'emploi, c'est ce qui justifie les termes dans lesquels on a formulé cette allocation. Ainsi, quoique temporaires, ils figurent encore pendant d'autres exercices dans les Budgets de l'État. Il est à espérer que les mesures seront prises de manière à ne point les dépasser. Votre Commission recommande ce vœu à M. le Ministre de l'Intérieur d'une manière toute spéciale et elle y ajoute celui de voir mettre la main à l'œuvre le plus tôt possible.

CHAPITRE X.

ÉCOLE VÉTÉRINAIRE.

ART. 1^{er}. École de médecine vétérinaire, etc. 153,500 »

Votre Commission a adopté le chiffre proposé. Elle ne croit pas devoir entamer la discussion, qui lui semble anticipée, sur l'établissement d'une école d'agriculture et sur la question de savoir si cette école sera adjointe à l'école de médecine vétérinaire, ou si ce seront deux institutions séparées. Il sera temps de fixer l'attention du Sénat sur ce point quand le Projet de Loi sera soumis à ses délibérations. Nous croyons pour le moment devoir nous borner à exprimer des vœux pour que la discussion puisse en avoir lieu bientôt.

Nous avons tout à gagner à une instruction agricole plus avancée. Tout ce qui peut contribuer à étendre les progrès de la science dans cette partie de la richesse publique, est digne de fixer au plus haut degré l'intérêt du Gouvernement et de la Législature, dans un pays où l'industrie agricole est une des plus importantes, pour ne pas dire la plus importante de toutes celles qui l'occupent.

ART. 2. — Subside à la société d'horticulture de Bruxelles. 24,000 »

Votre Commission recommande à l'attention de M. le Ministre d'examiner les moyens de donner au jardin botanique de Bruxelles, une utilité scientifique en rapport avec les progrès de la botanique et la hauteur du subside alloué par le Gouvernement.

CHAPITRE XI.

AGRICULTURE.

ART. 1^{er}. — Indemnité pour bestiaux abattus. 220,000 »

ART. 2. — Fonds d'agriculture. 78,500 »

Après une discussion fort longue à la Chambre des Représentants, la division de l'article premier de ce chapitre du projet ministériel, et les sommes qu'elle consacre ont été adoptés, et votre Commission y adhère également. L'intérêt qui se rattache à tout ce qui concerne l'agriculture, va chaque jour en augmentant; il faut l'attribuer à ce qu'aujourd'hui un plus grand nombre de propriétaires s'en occupent pour leur compte en se livrant à l'exploitation directe de certaines parties de leurs propriétés. C'est ce qui peut nous faire espérer que les méthodes perfectionnées, les instruments aratoires nouveaux, les cultures inconnues et tentées avec succès, mais au moyen de sacrifices personnels, se répandront ainsi bientôt chez les cultivateurs moins aisés; car ceux-ci ne peuvent jamais supporter les frais d'expériences souvent ruineuses pour ceux qui les tentent. Votre Commission pense que les efforts faits pour accroître les perfectionnements pratiques de l'agriculture peuvent

valoir à ceux qui s'y livrent gratuitement des récompenses honorifiques, qui ne seraient que trop bien méritées.

Nous ne pouvons que nous associer ici à toutes les vues sages et pratiques qui ont été exprimées dans une autre enceinte, et rappeler en même temps celles que votre Commission a consignées dans son rapport sur le budget de 1846. Mais nous croyons devoir ajouter encore qu'il est du plus grand intérêt de donner des encouragements à l'éleveur du bétail; ainsi nous ne saurions trop insister pour que les indemnités pour perte de bestiaux abattus soient allouées aussitôt que possible après la constatation de l'abattage. Pour le petit cultivateur c'est souvent une question de vie ou de mort. L'argent qui doit lui revenir, lui est indispensable pour refournir son étable, et s'il est par malheur obligé d'attendre un mandat qui souvent est un an à lui parvenir, il éprouve un préjudice immense dans sa production de laitage et de beurre comme dans celle de fumiers nécessaires pour engraisser ses terres. Il serait désirable que, tout en maintenant la garantie que le Gouvernement a droit de réclamer, on pût rendre les formalités plus courtes et les payements des indemnités consenties plus prompts.

ART. 5. — Encouragements à l'agriculture 525,000 »

S'il faut encourager l'éleveur du bétail, ainsi que la Chambre l'a reconnu, il n'est pas moins nécessaire de s'occuper de l'amélioration de la race chevaline. Nous sommes loin de blâmer ce que le Gouvernement a fait pour exciter à la production de chevaux mixtes ou propres aux deux usages; mais nous ne pouvons nous dispenser d'insister pour que l'on s'occupe plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici de l'amélioration de nos forts chevaux de trait connus sous le nom de race flamande, peut-être encore plus estimés à l'étranger que dans notre pays même. Nous pensons que cet objet est tout à fait digne de l'attention du Gouvernement. C'est dans l'espoir qu'un emploi fructueux sera fait des fonds alloués, que la Chambre a jugé à propos d'en augmenter le chiffre et votre Commission dans la même confiance l'a adopté.

CHAPITRE XII.

MILICE.

ART. UNIQUE. — Frais d'impressions, etc. 1,600 »

Votre Commission n'a rien à objecter au chiffre demandé, mais elle saisit cette occasion pour rappeler la nécessité d'apporter le plus tôt possible à la loi sur la milice, si vicieuse et souvent si injuste, les modifications que depuis longtemps on réclame de toutes parts.

CHAPITRE XIII.

GARDE CIVIQUE.

ART. UNIQUE. — Frais de voyage, etc. 20,000 »
Adopté sans observation.

CHAPITRE XIV.

RÉCOMPENSES HONORIFIQUES ET PÉCUNIAIRES.

ART. UNIQUE. — Médailles et récompenses. 8,200 »
Adopté.

CHAPITRE XV.

LÉGION D'HONNEUR ET CROIX DE FER.

ART. 1 ^{er} . — Dotations en faveur, etc.	90,000 »
ART. 2. — Subside au fonds spécial, etc.	25,000 »

Adoptés sans observation avec une majoration de 5000 fr. demandée par M. le Ministre, et motivée sur la cherté des denrées alimentaires.

CHAPITRE XVI.

INDUSTRIE.

ART. 1 ^{er} . — Encouragement à l'industrie.	65,000 »
ART. 2. — Subside en faveur de l'industrie linière, etc.	150,000 »

Votre Commission estime que cette allocation extraordinaire se justifie par la situation de cette industrie.

ART. 3. — Frais présumés de l'exposition.	100,000 »
---	-----------

Votre Commission pense devoir observer qu'il serait bon que l'arrêté relatif à l'exposition des produits de l'industrie nationale fût promulgué le plus tôt possible, afin que nos industriels prévenus à l'avance, pussent s'occuper à temps des produits qu'ils destinent à l'exposition publique, la réputation industrielle de la Belgique y est intéressée.

ART. 4. — Primes et encouragements, etc.	17,500 »
--	----------

Une somme de 14,700 a été transférée de cet art. à l'art. 2 du chapitre 1^{er}, et par cette raison, votre Commission estime que sur l'allocation proposée, nonobstant les mots *personnel* et *matériel*, aucune partie de ce fonds n'est applicable à des employés de l'Administration Centrale.

ART. 5. — Musée de l'industrie.	40,000 »
---	----------

Adopté.

CHAPITRE XVII.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

ART. 1 ^{er} . Traitement, etc.	651,800 »
---	-----------

L'augmentation de 10,000 fr. que présente cet article comparativement à celui du précédent Budget, a paru suffisamment justifiée. La Chambre et Votre Commission l'ont adoptée. En reconnaissant les services que rendent les universités de l'État, votre Commission recommande à M. le Ministre d'étudier avec soin tout ce qui pourrait encore donner chez nous un plus grand essor à l'enseignement supérieur, et à nos deux institutions tout l'éclat dont elles sont susceptibles. On rappelle d'ailleurs à M. le Ministre les observations faites dans le Rapport de 1844, relativement au nombre des professeurs, et à la convenance de déterminer le nombre des professeurs ordinaires de chaque faculté ou du moins le temps de service et les autres conditions exigées pour l'admissibilité à l'ordinariat. Enfin, la Commission appelle l'attention du Gouvernement sur la question de savoir si la trop grande extension donnée au nombre des matières de l'enseignement n'est pas préjudiciable à la solidité des études. Les 2 articles suivants, qui sont les mêmes que l'an dernier, ont été admis également.

ART. 2. Frais des jurys d'examen, etc.	94,100 »
ART. 3. Dépenses du concours, etc.	15,000 »
Adoptés sans observation.	

ENSEIGNEMENT MOYEN.

ART. 4. Frais d'impression.	10,000 »
-------------------------------------	----------

Par suite d'un transfert, il y a pour cet article une réduction de 2,000 fr., sur la proposition Ministérielle ; et la somme est la même que celle de l'an dernier.

ART. 5. Subsidés annuels, etc.	200,000 »
--	-----------

Cette allocation est la même qu'au précédent Budget ; si par suite de l'adoption de la Loi sur l'enseignement moyen, une augmentation était rendue nécessaire, le Gouvernement se réserve de demander un crédit supplémentaire dans le cours de l'année.

La Chambre étant saisie d'un Projet de Loi sur l'instruction moyenne, nous avons cru, Messieurs, inutile de nous arrêter à cette question et devoir la respecter, comme on respecte une affaire déferée à des Cours souveraines. Mais nous avons pensé qu'il ne pouvait nous être interdit de former des vœux pour que cette partie de notre législation, qui intéresse au plus haut degré le bien-être moral et intellectuel du pays, fût bientôt définitivement fixée sur des bases et dans des conditions de nature à satisfaire à tous les besoins, et par conséquent, à toutes les opinions.

ART. 6. Indemnités.	5,000 »
-----------------------------	---------

Adopté sans observation.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ART. 7. Frais d'inspection.	915,850 40
-------------------------------------	------------

Une augmentation de 152,850, qui figure à cet article, a paru nécessaire pour subvenir à la quote-part du Gouvernement dans les dépenses du service ordinaire de l'instruction primaire dans toutes les provinces ; une autre de 10,000 fr. à affecter spécialement à des besoins constatés dans la province du Luxembourg, a également été admise comme indispensable, et le chiffre élevé de cette allocation a été admis dans la Chambre des Représentants : il doit servir à améliorer la position d'un grand nombre d'instituteurs trop peu rétribués, et aussi à permettre l'érection de nouvelles écoles communales dans les localités où le besoin s'en fait sentir. Votre Commission, qui dans son rapport précédent avait prévu l'insuffisance du crédit demandé, n'a nullement été étonnée de cet accroissement. Elle ne le serait pas même, si les faits venaient durant le cours de cet exercice prouver encore son insuffisance actuelle. L'instruction primaire constitue pour les provinces et les communes une dépense qui s'élève à plusieurs millions de francs ; il serait bien impossible surtout à ces dernières de faire encore de nouveaux sacrifices pour cet objet, en présence surtout de beaucoup d'autres nécessités qui dans ces temps de calamités pèsent sur elles. En attendant de connaître le rapport sur l'instruction primaire promis par M. le Ministre de l'Intérieur, et qui doit faire apprécier l'emploi des fonds alloués et la manière dont la Loi a été exécutée, votre Commission a admis la somme proposée et adoptée par la Chambre des Représentants.

ART. 8. Subside pour l'enseignement à donner, etc.	20,000 »
--	----------

Adopté sans autre observation de la part de votre Commission.

CHAPITRE XVIII.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

ART. 1 ^{er} . — Lettres et sciences. — Ordinaire.	199,000 »
Extraordinaire	40,500 »
	<hr/>
	239,500 »

Après le retranchement d'une augmentation de 10,000 fr., proposé dans le Projet Ministériel, en faveur de l'Académie des Sciences et des Lettres, la Chambre a adopté le chiffre ci-dessus énoncé, et votre Commission y a adhéré également. Il comprend d'ailleurs des dépenses qui ne sont que temporaires et dont quelques-unes disparaîtront même dès l'année prochaine; d'autres seulement au fur et à mesure que les nécessités qui les ont fait naître, cesseront d'exister.

ARCHIVES DU ROYAUME.

ART. 2. — Frais d'Administration. Personnel.	25,750 »
--	----------

Des doutes se sont élevés sur les dangers que présente pour leur conservation, le local où l'on a déposé les archives de la bibliothèque de Bourgogne; il semble à votre Commission que c'est déjà trop qu'il y ait des craintes pour ces documents précieux : elle invite M. le Ministre, à s'entourer de tous les renseignements possibles pour rassurer à cet égard. Il serait trop tard de reconnaître le mal quand il serait devenu irréparable, et que des pertes irrémédiables seraient venues le constater. Cette observation s'applique également aux divers dépôts d'archives qui se trouvent dans des locaux très-dangereux.

Le chiffre proposé est adopté.

ART. 5. — Frais d'administration. Matériel.	2,600 »
---	---------

L'augmentation temporaire du précédent budget a disparu; le chiffre est adopté.

ART. 4. — Frais de publication des inventaires, etc.	4,000 »
--	---------

ART. 5. — Archives de l'État dans les provinces, etc.	16,000 »
---	----------

Adopté sans observation, de même que le suivant :

ART. 6. — Location de la maison, etc.	5,500 »
---	---------

ART. 7. — Beaux-Arts :

Ordinaire fr. 229,000

Extraordinaire. 18,000

247,000

Cette allocation est réduite d'une part d'une somme de 8,000 fr. qui figurait au précédent budget et était destinée à l'appropriation de la porte de Hal : par contre elle est augmentée d'un crédit de 5,000 fr. qui a pour objet la nouvelle organisation du Musée des armures, dès qu'il sera transféré à la porte de Hal. Cette dernière augmentation avait été combattue par la Section Centrale; cependant le chiffre proposé par M. le Ministre a été adopté.

Nous croyons pouvoir consigner ici une observation sur les concours ouverts à l'Académie dans les trois branches de peinture, sculpture et architecture. Ces concours ont lieu tous les deux ans, de manière que celui pour la peinture se présente deux fois contre une fois de chacune des autres branches. De cette manière il y a des concours qui ne se reproduiront que tous les huit

ans. Vous savez, Messieurs, que les lauréats dans ces concours obtiennent une pension pendant deux ans pour aller à Rome et à l'étranger. Or, après l'âge de 50 ans, un concurrent n'est plus admis au concours. Vous comprendrez facilement qu'il doit arriver bien souvent qu'un jeune homme ait atteint cet âge avant qu'il ait pu se présenter au concours, de manière qu'il perd ainsi l'occasion de mettre à profit ses études et de mériter une rémunération que son application pouvait lui faire espérer, en même temps qu'elle devait avoir une si grande influence sur son avenir. Il faudrait donc que ces concours puissent se renouveler plus fréquemment. Nous espérons que M. le Ministre pourra prendre cette observation en mûre considération.

Deux fois déjà vos Commissions ont demandé pourquoi les cours rétribués qui se donnent au Conservatoire de Musique de Liège ne sont pas institués à celui de Bruxelles, en déduction des subsides annuellement accordés. Aucun égard n'ayant été donné à cette observation, nous croyons devoir la renouveler. Votre Commission croit aussi devoir recommander à l'attention du Gouvernement, la conservation de certains chefs-d'œuvre de peinture à Anvers.

ART. 8. Entretien des monuments, etc.	2,000 »
Adopté de même que les articles suivants :	
ART. 9. Cinquième et sixième, etc.	25,000 »
ART. 10. Monuments à élever, etc.	10,000 »
Ils sont semblables aux articles correspondants du précédent Budget.	
ART. 11. Subsides aux provinces, etc. :	
A l'ordinaire.	56,000 »
A l'extraordinaire.	5,000 »
	<hr/>
	41,000 »

Avec la réduction proposée par la Section Centrale à laquelle M. le Ministre s'est rallié, votre Commission n'a point de motif pour y refuser son adhésion.

CHAPITRE XIX.

SERVICE DE SANTÉ.

Ce chapitre était le 7^e du Budget de 1846.

ART. 1. — Commissions médicales, etc.	59,500 »
Adopté.	

ART. 2. — Encouragements et subsides.	18,500 »
Est aussi adopté sans observation.	

Ces deux dernières allocations sont d'ailleurs les mêmes que celles de l'an dernier. Le traitement et les frais de bureau de l'inspecteur chef de division, qui figuraient en tête de ce chapitre, ont été transférés jusqu'à concurrence de 6000 fr. à l'art. 2 du chapitre 1^{er}.

ART. 3. — Académie royale de médecine.

A l'ordinaire.	25,000 »
A l'extraordinaire.	15,000 »

Le Ministre a reproduit cette année la demande d'un crédit ordinaire de fr. 25,000 pour l'académie royale de médecine; l'an dernier l'augmentation de fr. 7000 n'avait pas paru suffisamment justifiée. Cette fois-ci la Chambre a mieux goûté les motifs que l'académie elle-même a fait valoir pour justifier cette augmentation de crédit, et convaincue qu'elle est nécessaire pour que

cette institution puisse rendre tous les services que l'intérêt public réclame d'elle, votre Commission s'est ralliée au vote de la Chambre et a accordé le chiffre proposé pour le crédit ordinaire.

Quant au crédit extraordinaire que le projet ministériel avait porté à 22,000 fr., la Chambre l'a réduit à 15,000. Le Ministre s'est rallié à cette réduction. Cette somme est destinée à l'ameublement et à quelques autres dépenses urgentes du local où siège l'académie.

CHAPITRE XX.

ÉTAT CIVIL.

ART. UNIQUE. — Tables décennales.

Complément des frais, etc. 20,900 »

Cette allocation, qui est de 4,100 francs au-dessous de celle de 1846, a été adoptée sans observation par la Chambre et par votre Commission.

CHAPITRE XXI.

DÉPENSES IMPRÉVUES.

ART. UNIQUE. — Dépenses imprévues *non-libellées au Budget*. 9,900 »

La Chambre a voté ce Chapitre avec les mots soulignés ci-dessus. Il présente d'ailleurs une diminution sur la somme proposée en 1846 de 8,100 fr., qui sont transférés à l'art. 2 du Chapitre 1^{er}. Il est d'ailleurs bien entendu que cette allocation ne peut dans aucun cas être appliquée à des dépenses qui figurent déjà au Budget, mais bien à celles qui n'auraient point été comprises dans les prévisions.

Ici, Messieurs, finit notre tâche : votre Commission n'a pas cru devoir vous présenter aucun amendement. Elle vous propose l'adoption du Budget de l'Intérieur, s'élevant à la somme de fr. 6,478,854 40 c., ainsi qu'il a été voté par la Chambre des Représentants.

Si les crédits qui le composent n'ont point paru susceptibles de modifications, si les dépenses proposées sont suffisamment justifiées, il faut du moins espérer que le bon emploi de ces fonds viendra aussi y donner leur sanction, par les avantages que le Pays pourra en retirer. Nous ajouterons à ce vœu une invitation pressante à M. le Ministre, pour qu'aucun crédit ne soit outrepassé ou détourné de son application, enfin, pour qu'en aucun cas des dépenses non autorisées ne s'introduisent dans son Administration. Il ne perdra jamais de vue qu'en aggravant la situation du Trésor, il doit nécessairement rendre plus pénible celle des contribuables. Et nous, Messieurs, qui sommes leurs mandataires, nous continuerons à veiller aux intérêts qu'ils nous ont confiés, en tâchant de diminuer autant que possible les charges qui pèsent sur eux.

Le Duc D'URSEL.

Le Comte DE RIBAUCCOURT.

Le Baron H. DELLAFAILLE.

Le Baron DE MACAR.

Le Chevalier BETHUNE, Rapporteur.